



18 MARS 2014

NON au « pacte de responsabilité »

Grève interprofessionnelle

Pour l'emploi, les salaires, la protection sociale et les services publics

Les déclarations du Président de la République du 14 janvier dernier confirment une politique d'austérité qui dégrade les conditions de vie du plus grand nombre, notamment des salariés, des précaires et des privés d'emploi. Déjà, en 2013, la réforme sur les retraites et « l'accord interprofessionnel » (ANI) contribuaient à démanteler encore les conquêtes sociales dans notre pays.

La réalité du pacte de « responsabilité » c'est d'alléger davantage le « coût du travail » pour permettre une hypothétique baisse du chômage. Dans ses objectifs, F. Hollande a souhaité que « *d'ici 2017, pour les entreprises et pour les travailleurs indépendants, ce soit la fin des cotisations familiales. Cela représente 30 milliards d'euros* ».

Les politiques à l'œuvre ces dernières années ont opté pour une rigueur qui a été à l'origine de la baisse des salaires de toutes et tous, du gel du point d'indice des agents de la fonction publique, d'une réduction considérable des emplois publics entraînant une dégradation des services publics.

Force est de constater que toutes les mesures offertes aux entreprises en matière de baisse des cotisations, ne créent pas d'emplois, ne servent qu'à la finance et participent à la destruction de la Sécurité Sociale.

**Aujourd'hui, ce sont vos allocations familiales,
Demain ce sont vos indemnités en cas de maladie qui seront menacés !
C'est la mort de notre Sécurité sociale !**

Le pacte de « responsabilité » proposé par le gouvernement est conditionné à d'importantes réductions des dépenses publiques, cela signifie qu'il faudra faire des économies sur l'emploi et sur les salaires des fonctionnaires qui sont gelés depuis des années.

Les UD CGT, FO, FSU, Solidaires considèrent que la croissance économique passe par l'application de revendications urgentes, en particulier :

- L'augmentation des salaires et des retraites
- L'arrêt des licenciements et des suppressions d'emploi
- Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein,
- L'arrêt des accords dits de « compétitivité ».

Contre le pacte de responsabilité, elles exigent :

- Le maintien du financement de la branche famille par les cotisations
- L'annulation de la baisse des dépenses publiques annoncées (68 milliards)
- La défense des services publics et l'arrêt des réformes en cours

Les UD CGT, FO, FSU, Solidaires soutiennent toutes les actions dans les entreprises et les établissements publics du département, dont certaines déjà engagées depuis des semaines. Elles invitent leurs syndicats et sections syndicales à se rencontrer dans les entreprises, établissements, administration afin d'assurer la réussite de cette mobilisation.

**Les Union Départementales CGT, FO, FSU, Solidaires du VAR appellent
les salariés actifs, retraités, chômeurs, du privé comme du public,
à la grève interprofessionnelle le 18 Mars 2014**

**Manifestation à 10 h 00 Place de la Liberté à Toulon direction la Sécurité Sociale et
10h30 devant la Sous Préfecture de Draguignan**